

ment le visage et la tête. Tous ces faits ont été constatés par les dépositions des domestiques et des voisins musulmans du mudir et par l'inspection médicale. La population arménienne de Zeytoun s'est justement indignée de ces actes d'atrocité et de l'incurie du gouverneur de Marasch. Cependant l'argent a joué son rôle, et, au lieu de faire justice du mudir, le gouverneur a dénoncé à la Sublime Porte, la population de Zeytoun comme ayant pris une attitude semblable à celle des Bulgares. Sur l'ordre du grand vizir, un certain nombre de notables de Zeytoun ont été envoyés, mains et pieds liés à Constantinople et incarcérés.

A Biredjik, près d'Alep, les réservistes avaient commis des actes d'indiscipline : ils avaient pillé le bazar, frappé les chrétiens, insulté les femmes, et proféré des menaces de mort. Les vicaires des trois patriarchats, grec, grégorien et arménien catholique, avaient télégraphié au grand vizir en le priant d'aviser aux moyens de protéger la population chrétienne. Le grand vizir ordonna au gouverneur d'Alep de se rendre sur les lieux. Le gouverneur de Biredjik, irrité du recours des chefs des communautés chrétiennes à Stamboul, réussit à gagner le gouverneur d'Alep, lequel, arrivé à Biredjik, trouva qu'il n'y avait pas matière à enquête : les menaces n'avaient existé que dans l'imagination des trois vicaires, et les réservistes n'avaient commis aucun acte d'indiscipline.

Il obligea, en conséquence, les trois vicaires de se retracter. Ils durent signer une formule longuement rédigée, qui fut transmise télégraphiquement au grand vizir. Celui-ci l'a fait immédiatement publier dans les journaux turcs sous le titre " officiel ". Les Turcs de Biredjik avaient déclaré nettement aux chrétiens qu'ils paieraient de leur vie un refus de rétractation. C'est donc sous la menace d'un massacre semblable à celui de la Bulgarie, que les vicaires des trois patriarchats ont signé et expédié le télégramme adressé au grand vizir.

Les deux derniers courriers d'Alep, de Mardin, de Diarbékir, de Marasch, etc., annoncent que les Turcs déclarent dans les bazars que, si le gouvernement appelé le troisième ban des réservistes, ils partiront ; mais, avant de quitter